

Document de travail 10

Août 2005

Irak: scénarios pour le futur

Denis Bauchard



L'Ifri est un centre de recherche et de débat sur les principales questions de politique internationale et d'économie. Présidé par Thierry de Montbrial depuis sa fondation en 1979, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

©Ifri, 2005 - www.ifri.org

Institut français des relations internationales
27 rue de la Procession - 75740 Paris Cedex 15 -
France
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00 - Fax: 33 (0)1 40 61 60 60

A l'occasion de son intervention du 28 juin 2005, le Président Bush a confirmé que la politique américaine en Irak reste inchangée : tout en restant flou sur sa stratégie, il a bien marqué que, en Irak, « la guerre contre le terrorisme continuait » et que « l'Amérique ne partira pas avant que le travail soit terminé ». Aux Etats-Unis, les réactions de l'opinion et des partis politiques montrent que, à quelques exceptions près, un consensus existe encore dans la classe politique; certes des erreurs ont été commises dans le passé, mais un départ dans la conjoncture actuelle serait pour l'Amérique un camouflet majeur, voire un désastre. Cependant, selon un récent sondage publié par le Washington Post, un pourcentage croissant d'Américains - 56 % - désapprouvent la façon dont la guerre est menée.

Où en est-on et ou va-t-on ? Tel est le propos de cette analyse.

I - Le constat

Malgré l'euphorie, quelque peu manipulée, qui s'est développée après les élections irakiennes de janvier 2005, la mise en place d'un nouveau gouvernement et la progression des travaux sur la Constitution, ce constat ne peut être que pessimiste.

° Une persistance et une aggravation de la violence

Cette violence a de multiples origines, baathistes démobilisés, islamistes radicaux, banditisme de droit commun... Elle semble limitée en nombre (20 000 à 50 000 combattants ?) Diverses évaluations circulent, toutes sujettes à caution : mais quel que soit le nombre de combattants, la violence affecte gravement la vie quotidienne et la sécurité, notamment dans l'agglomération de Bagdad et dans le triangle sunnite. Le rythme des attentats, leur caractère de plus en plus violent et téméraire, l'existence de larges zones non contrôlées témoignent de la force des « insurgés » qui se veulent des « résistants ».

° Un fossé grandissant entre les communautés

La « libanisation » initiée par les Américains en quête d'interlocuteurs, accentuée par le refus sunnite de participer aux élections a été exacerbée lors de la deuxième bataille de Falloudja, au cours de laquelle les Etats-Unis ont utilisé essentiellement des troupes d'origine chiite. Malgré la volonté du cheikh Al Sistani, des principaux responsables chiites et des dignitaires religieux sunnites, le fossé entre les communautés s'accuse, pouvant faire craindre à certains observateurs un engrenage vers la guerre civile. Les sunnites confirment leur refus de participer au processus politique, malgré les efforts faits pour les y inclure. Quant aux Kurdes, ils affirment sans ambiguïté leur identité et leur objectif de créer, à terme, un Etat indépendant.

° Le rejet de l'occupation américaine

Le rejet est de plus en plus ancré dans la population, à l'exception des Kurdes qui ont clairement affiché leur collaboration avec « l'occupant ». Ce rejet s'explique facilement : brutalité des troupes américaines qui, dès le début, se sont comportées en troupes d'occupation en pays ennemi plutôt que comme libérateurs de la tyrannie ; erreurs psychologiques dans les relations avec la population civile qui se sent humiliée et soumise à des vexations quotidiennes ; bavures et « dommages collatéraux » s'accompagnant d'images insoutenables et largement diffusées, qu'il s'agisse des exactions de la prison d'Abu Graïb ou de reportages des combats de Falloudja. Ces photos ont fait le tour du monde, et dans une version encore plus violente dans les pays arabes, provoquant des

dégâts irréparables. Ainsi le rejet paraît-il irréversible et les troupes américaines maintenant ressentent parfaitement ce climat d'hostilité, quand bien même elles ont abattu un tyran sanguinaire et apporté la « démocratie ». Seuls les Kurdes et quelques éléments de la nouvelle classe politique, souvent d'anciens exilés, jouent la carte de la collaboration. Au niveau du gouvernement, l'objectif, plus ou moins affiché, est bien de demander le départ des troupes américaines dès que l'existence d'une force locale suffisamment fiable et importante sera mise en place. Cette réaction de rejet est d'autant plus forte que les Etats-Unis affichent leur volonté de rester le temps qu'il faudra en Irak. L'annonce récente par le Pentagone, d'un retrait progressif à partir du printemps 2006 ne change pas véritablement la donne: elle apparaît à ce stade essentiellement comme un moyen de rassurer une opinion publique américaine de plus en plus préoccupée et critique à l'égard de la politique suivie par l'Administration. Quant à l'image des Nations Unies, vues comme un instrument utilisé par ces derniers, elle n'est guère meilleure.

° **La désorganisation politique, économique et administrative**

La mise en place des nouvelles institutions reste très difficile. Le gouvernement Jaafari est paralysé dans son action par le caractère hétérogène de sa composition et des luttes d'influence qui existent en son sein. Il apparaît sans prise sur la réalité. L'absence d'un accord véritable sur la Constitution, notamment sur la question du fédéralisme, persiste malgré les pressions américaines. Il est douteux dans ces conditions que le referendum du 15 octobre mette fin au chaos politique, bien au contraire. Si un minimum de services publics est assuré, l'approvisionnement en eau potable et en électricité reste intermittente et parcimonieuse. Les administrations sont encore largement désorganisées après l'épuration de l'encadrement baathiste. Seul le ministère du pétrole, où sont présents de nombreux « conseillers » américains, fonctionne de façon convenable. La reconstitution des forces armées et de la police reste embryonnaire et fragile, avec une conviction combative limitée.

° **La création d'un nouveau front du Jihad**

L'écroulement de l'Etat baathiste a créé, notamment dans le triangle sunnite, un vide où prolifèrent les groupes islamistes, irakiens ou étrangers. Abou Moussab al Zarkawi est en passe de supplanter dans le panthéon américain des terroristes, Ben Laden. Surtout l'Irak post-Saddam est devenu, comme le note un récent rapport de la CIA, un champ de manœuvre où les guérillas sont formées, en particulier au combat de rue. Les techniques d'attentats deviennent de plus en plus sophistiquées et l'équipement et les explosifs utilisés de plus en plus performants. L'Irak a remplacé l'Afghanistan comme vivier où les terroristes s'entraînent et repartent sur d'autres fronts du Jihad.

° **Une inquiétude pour les voisins de l'Irak, sauf pour l'Iran**

Cette situation ne laisse pas d'inquiéter les voisins de l'Irak : la Turquie où le séparatisme kurde reste vivace, la Syrie où des minorités kurdes sont présentes dans le nord et l'est du pays, la Jordanie inquiète de voir se créer un « arc chiite », l'Arabie saoudite où existe une minorité chiite importante et qui s'inquiète de constater que les sunnites sont marginalisés. Seul l'Iran affiche une satisfaction évidente même si la persistance de la violence sunnite peut également l'inquiéter. En effet, les Etats-Unis, après avoir débarrassé l'Iran de la menace que représentaient les Talibans, a fait partir son principal ennemi, Saddam Hussein. Certes, le nouveau gouvernement à majorité chiite ne compte pas que des amis et tous les chiites irakiens ne sont pas iranophiles. Mais l'influence iranienne est réelle à travers des personnalités ou des partis qui lui sont proches et qui ont passé de nombreuses années en exil à Téhéran. Le récent voyage d'Ibrahim al Jaafari, après 25 ans de rupture des relations, est plus qu'un symbole : c'est sans doute le point de départ d'une

coopération multiforme, qui restera naturellement encore sous haute surveillance de la part des Américains.

II - Quels scénarios pour l'avenir ?

Plusieurs scénarios sont théoriquement envisageables.

° La pax americana

C'est le scénario souhaitée, pour ne pas dire rêvé, par les autorités américaines : la création d'un Irak pacifié et démocratique. Le gouvernement Jaafari poursuit la reconstruction du pays et mène à bien le calendrier prévu pour la mise en place des institutions. Une nouvelle Constitution, ne faisant qu'une référence discrète à l'Islam est approuvée largement ; de nouvelles élections législatives, auxquelles les sunnites participent, dégagent pour la fin de l'année 2005, une majorité stable. La police et l'armée, reconstituées, prennent progressivement le contrôle du pays et désarment les milices. L'armée américaine se désengage progressivement : pour une partie elle quitte le territoire irakien, pour une autre partie, elle s'installe dans des bases de repli. La production de pétrole augmente grâce au retour au calme et à de nouveaux investissements qui permettent la modernisation des installations obsolètes et la mise en exploitation de nouveaux champs : les ressources financières de l'Irak s'accroissent fortement. Un nouveau gouvernement, associant sunnites et chiites modérés, est formé ; il signe un traité d'amitié et de coopération avec les Etats-Unis et noue des relations diplomatiques avec Israël.

Ce scénario angélique, auquel certains officiels américains font encore semblant de croire, relève de la méthode Coué ou de l'utopie.

° L'embrassement général

La situation actuelle, si les violences visant clairement à provoquer une confrontation entre les communautés, prennent une nouvelle ampleur, peut conduire à un embrassement général. Les différents « groupes de résistance », fortement armés, coordonnent leurs efforts et contrôlent le pays sunnite et une partie de l'agglomération de Bagdad. Les milices chiites, devant l'impuissance des autorités, prennent l'initiative d'actions armées tant contre la coalition que contre les groupes sunnites. Des ayatollahs extrémistes prêchent le Jihad contre les troupes d'occupation. Les forces de la coalition, comme les autorités gouvernementales, sont obligées de se « bunkeriser » complètement à l'intérieur d'un périmètre de sécurité réduit et isolé, au centre de Bagdad. Les pays de la coalition, y compris la Grande-Bretagne, se retirent, laissant les Etats-Unis seuls. Les policiers et militaires nouvellement formés désertent en masse et vont rejoindre les groupes armés en fonction de leur affinité ou de leur communauté. Les tensions entre communautés s'aggravent tant au nord dans la région disputée de Kirkouk entre Kurdes et Arabes que dans l'agglomération de Bagdad, entre sunnites et chiites. Ces tensions débouchent sur une véritable guerre civile au cours de laquelle les attentats aveugles se multiplient et les différentes milices ou groupes armés s'affrontent. La production pétrolière stagne voire s'interrompt pendant des périodes de plus en plus longues, aggravant les tensions sur le prix du pétrole. Les efforts de reconstruction sont perturbés et retardés par les violences. Le Kurdistan proclame son indépendance et dans le sud, une république islamique, proche de l'Iran, est créée. Dans l'agglomération de Bagdad et le centre du pays, l'embrassement est général.

° L'ordre chiite

Les chiites imposent leur loi et mettent en place, sinon une république islamique, tout au moins un pouvoir fortement teinté de religion. Aucun sunnite représentatif ne participe au gouvernement. Même si la communauté chiite est divisée et réunit des éléments aussi disparates que le parti Daoua, l'ASRII et les partisans de Mouktada el Sadr, l'ayatollah Sistani, par son ascendant moral arrive à maintenir l'unité de sa communauté. Celle-ci prend effectivement et exclusivement le pouvoir à tous les niveaux des structures politiques et administratives. Son influence est reflétée dans la nouvelle Constitution, qui se réfère explicitement et uniquement à l'islam. Cette influence apparaît également dans le statut personnel, notamment celui de la femme, qui fait d'elle une mineure sur le plan légal. Les relations avec l'Iran se renforcent tant sur le plan politique qu'économique. En revanche les relations avec la Jordanie et l'Arabie saoudite se dégradent d'autant plus que ces pays ne cachent pas leur hostilité au nouvel Irak chiite.

° Le statu quo

Les Etats-Unis s'enlisent dans le borbier irakien pour une période indéterminée. La situation de violence au quotidien, qui touche essentiellement la population civile, persiste et se pérennise avec des hauts et de bas. Le pouvoir politique reste incapable de maîtriser la situation. Les élites administratives, universitaires, économiques quittent le pays. La reconstruction végète et les services publics ne fonctionnent que par intermittence. Le niveau de violence reste élevé, notamment dans l'agglomération de Bagdad. Les troupes américaines restent sur la défensive malgré quelques victoires sur les « insurgés » ; elles demeurent en Irak en compagnie des seuls Britanniques et se replient sur leurs bases hautement sécurisées, avec quelques sorties « coup de poing ».

Il est probable que la réalité évoluera selon un scénario « mixte », empruntant des éléments aux différentes hypothèses évoquées précédemment. Un point commun cependant existe entre tous ces scénarios : à l'évidence, le bout de tunnel n'est pas en vue et personne ne s'aventure à fixer un calendrier d'un retour vers une certaine normalisation de la situation en Irak. Il est vrai que l'histoire de ce pays montre une longue tradition de divisions et de violence et que dans le passé ce pays n'a pu se stabiliser qu'avec un pouvoir fort. La démocratie en Irak reste pour l'instant encore du domaine du souhait, pour ne pas dire du rêve.

En toute hypothèse, le retour de l'Irak à la stabilité sera long et coûteux. La présence de troupes étrangères, à l'évidence rejetées par la population, risque d'apporter pendant longtemps un facteur de déstabilisation pour toute la région. Ce retour ne pourra se faire qu'au prix de la prise de pouvoir par un homme fort, dont les préoccupations démocratiques ne seront pas prioritaires.

Quant aux Etats-Unis, il est clair qu'ils ne pourront pas rester éternellement en Irak. Pour eux, et sans doute pour l'ensemble des pays occidentaux, il importe que leur départ se fasse « dans l'honneur et la dignité ». Pour l'instant, un tel scénario de sortie de crise n'apparaît pas encore à un horizon prévisible encore qu'ils nous aient habitués, dans le passé, à des décisions imprévisibles de désengagement brutal.